

Asticou



LE COMMANDANT DE BELVÈZE
1801-1875

Photo : Bibliothèque nationale du Québec, Montréal

Cahier n° 2
de la
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE L'OUEST DU QUÉBEC
Bibliothèque municipale
39, rue Leduc, Hull (Québec)

Janvier 1969

Asticou

Organe de la Société historique de l'ouest du Québec

Directeur : M. Augustin Potvin, président de la SHOQ,
42, rue Cinq-Mars, Hull (Québec), 771-5797.

Rédacteur en chef : M. Jacques Gouin, conseiller de la SHOQ,
59, rue Pharand, Hull (Québec), 771-2987.



Sommaire

1.—Éditorial — Hull détient la clé de l'avenir — Augustin Potvin	3
2.—Notes sur l'astrolabe de Champlain — La Direction	4
3.—Un agent français « plus ou moins secret » à Ottawa en 1855 : la visite du commandant Belvèze dans la future capitale du Canada — Jacques Gouin	5
4.—Introduction bibliographique à l'histoire de l'ouest du Québec — La Direction	15
5.—La Fédération des sociétés d'histoire du Québec — La Direction	16
6.—Histoire et documents — La Direction	17
7.—Notes, nouvelles et projets — La Direction	18

Conseil de la SHOQ

Président : Augustin Potvin; vice-président : Jacques Gouin; secrétaire :
M^{me} René-L. Ménard; trésorier : M^{re} René-L. Ménard; conseillers : M^{me}
Rita Laplaine, M^{lle} Lucie Béliveau; Jacques Paris, Guillaume Dunn, Ludger
Lemieux.

**Qu'il est doux d'écouter des histoires,
Des histoires du temps passé,
Quand les branches d'arbres sont noires
Quand la neige est épaisse et charge un sol glacé.**

— VIGNY

HULL DÉTIENT LA CLÉ DE L'AVENIR

Nous dédions le n° 2 d'*Asticou* à tous ceux qui, — chacun à sa manière,— veulent travailler comme nous à l'épanouissement de notre région.

Nous dédions notre modeste cahier à ceux qui estiment qu'il faut apprendre l'histoire non pas simplement pour connaître ou même comprendre le passé, mais aussi pour influencer le présent et orienter l'avenir.

Nous le dédions plus particulièrement à ceux qui pensent que Hull, en raison de sa position géographique, de son imposante population et de son caractère essentiellement francophone, détient la clé d'une situation épineuse d'où l'ouest du Québec sortira grandi ou diminué selon la sagesse ou l'imprudence de décisions qui semblent imminentes.

Au-delà de toutes les querelles mesquines, au-delà des conflits d'intérêts et de frontières municipales, il faut se redire que l'ouest du Québec est « un écrin de perles ignorées » et que l'avenir, si nous savons unir nos bonnes volontés, sera non seulement acceptable mais prospère et brillant.

Pour qu'il en soit ainsi, il faut que tous ceux qui vivent dans notre région soient fermement résolus à contribuer de façon pratique au progrès social et économique de leur milieu.

Pour qu'il en soit ainsi, pour que l'égalité de deux « peuples fondateurs » ne soit pas un vain mot mais une réalité vivante, il faut veiller à ce que la création d'une commission tripartite, si l'on en vient là, établisse, dans le respect des juridictions, un heureux équilibre entre les deux grandes agglomérations urbaines et les deux principaux groupes ethniques de la région outaouaise.

Pour qu'il en soit ainsi, il importe d'éviter que toute transformation éventuelle ne fasse du français, dans Hull et l'ouest du Québec, — et ce n'est pas là un danger imaginaire,— une simple langue de traduction, c'est-à-dire un idiome de seconde zone, comme il l'a longtemps été et comme il le reste dans une large mesure, sur la rive sud de l'Outaouais. Il importe, au contraire, que l'accession de notre métropole à un organisme tripartite donne une vive impulsion à l'emploi de notre langue dans l'administration et les affaires.

Face au renouveau qui s'annonce pour demain, la ville de Hull peut donner le ton et doit, avec les municipalités intéressées, veiller à ce que l'ouest du Québec devienne une unité dynamique et importante dans l'orientation de nos cadres, de nos vies et de notre idéal.

AUGUSTIN POTVIN,
président de la SHOQ.

Notes sur l'astrolabe de Champlain

Plusieurs personnes qui s'intéressent de près ou de loin à l'histoire de la vallée de l'Outaouais nous ont demandé si nous pouvions leur fournir quelques détails précis sur l'astrolabe qui aurait été perdu par Champlain dans notre région, et qui est devenu la propriété de la New York Historical Society.

C'est le 7 juin 1613 que Champlain aurait perdu son astrolabe le long de l'Outaouais. Et c'est en août 1867 qu'il a été retrouvé à l'arrière du lot n° 12 du deuxième rang du canton de Ross, dans le comté de Renfrew nord, en Ontario, par des employés d'un certain capitaine Overman, — dont E. G. Lee, — alors qu'ils cultivaient un lopin de terre en bordure d'un petit lac situé près de la route qui relie Ottawa au lac des Rats musqués et au lac Vert, près de Pembroke. Cet astrolabe, qu'on croit avoir appartenu à Champlain, mesure 5" 5/8 de diamètre et porte le millésime 1603. (Renseignements tirés de A. J. Russell, **On Champlain's Astrolabe**, Montréal, Burland-Desbarats Lith. Co., 1879, 24 p.).

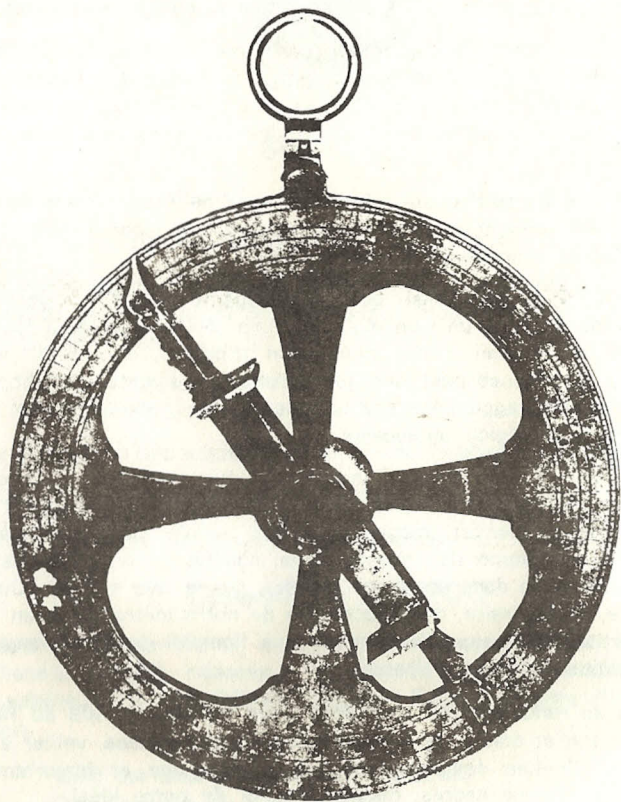


Photo : Pages d'histoire du Canada,
pub. Galerie nationale du Canada

UN AGENT FRANÇAIS « PLUS OU MOINS SECRET » À OTTAWA EN 1855 :

La visite du commandant Belvèze
dans la future capitale du Canada

En 1967, année du centenaire de la Confédération, la visite au Canada d'un certain général français assez illustre a causé un émoi dont les effets se font encore sentir. A « l'affaire du balcon » a succédé en 1968 l'« affaire Rossillon ». Tous les Canadiens, autant francophones qu'anglophones, n'ont pas encore fini de gloser sur les conséquences de ces deux commotions.

Ce qu'on semble ignorer ou du moins partiellement oublier, c'est qu'il y a un peu plus d'un siècle, soit à l'été de 1855, un visiteur officiel français au Canada provoqua simultanément, — à lui seul, — les deux bouleversements qu'on impute aujourd'hui au général de Gaulle et à M. Rossillon.

Il s'agit, on l'aura deviné, de la mission commerciale française au Canada que Napoléon III avait confiée en 1855 au capitaine de vaisseau Paul-Henri Belvèze¹. Cette première mission officielle française au Canada depuis 1760 secoua en effet la léthargie quasi séculaire du Canada français², et plongea le Canada anglais dans le désarroi³.

Pourtant, l'Angleterre et la France étaient en excellents termes à l'été de 1855. En effet, toutes deux étaient alors alliées dans la guerre de Crimée, et le Canada lui-même avait envoyé un contingent outre-mer pour appuyer ses deux mères-patries dans ce conflit. De plus, Napoléon III qui, avant de devenir empereur, avait vécu en Angleterre à la suite de son évasion de la prison de Ham où il avait été incarcéré pour conspiration contre l'État, s'était pris d'amitié pour la reine Victoria. Bref, les relations entre l'Angleterre et la France étaient des plus propices, en 1855, à une reprise officielle de contact entre la France et le Canada.

C'est dans ce contexte d'amitié et de confiance mutuelle, déjà amorcé d'ailleurs sous Louis-Philippe⁴, que la France décidait en 1855 d'envoyer une mission au Canada. Qu'est-ce qui incita le gouvernement français à choisir le capitaine Belvèze pour cette mission entre toutes délicate ? Il est difficile de le déterminer avec précision. D'abord, il s'agissait d'un officier de marine et non d'un diplomate de carrière. D'autre part, si l'on en juge par le succès que Belvèze remporta au Canada, la France n'avait pas fait un si mauvais choix, malgré les quelques anicroches que nous signalerons plus loin.

Voilà donc qu'au début de l'été 1855 s'amène au Canada, à bord de la corvette **La Capricieuse**, le premier émissaire officiel français depuis la Guerre de la Conquête.

Notre propos étant d'appuyer ici sur les événements qui se déroulèrent dans la vallée de l'Outaouais, rappelons seulement en bref, pour mémoire, ceux qui se passèrent à Québec, à Montréal, à Kingston et à Toronto.

Reçu officiellement à Québec, alors l'une des deux capitales du Canada-Uni, par le gouverneur général sir Edmund Head, le commandant Belvèze y fut fêté, ovationné et acclamé avec un enthousiasme délirant. Évoquons seulement deux anecdotes qui nous paraissent assez caractéristiques du climat d'accueil qui se créa spontanément au cœur du Canada français à cette occasion. Présenté à Mlle Agathe de Lanaudière, fille d'un officier canadien qui avait combattu sous Montcalm en 1760, et qui était alors âgée de quatre-vingt-dix ans, le commandant Belvèze lui demanda, au cours de la conversation, ce qu'étaient devenus ses sentiments à l'égard de la France. Elle lui répondit finement : « Si nos bras sont maintenant à l'Angleterre, nos cœurs sont toujours à la France⁵. » L'autre anecdote rappelle qu'un vieillard québécois malade aurait demandé à M. Belvèze de lui amener à son chevet un marin de **La Capricieuse** « ...pour que je voie, aurait-il dit, des yeux qui ont vu la France⁶ ». Comme tous les mots présumés historiques, ceux-ci sont peut-être plus ou moins apocryphes, mais il n'en traduisent pas moins l'état d'esprit qui régnait incontestablement au Canada à l'époque où Belvèze y passait.

À Montréal, l'accueil réservé à **La Capricieuse** et à son commandant fut aussi chaleureux qu'à Québec. Rappelons seulement le dîner pantagruélique (le menu en a été conservé) qui lui fut offert par la ville de Montréal, dont le maire n'était alors nul autre que Wolfred Nelson qui, dit-on, s'était « assagi » depuis les coups de feu de 1837.

Cet enthousiasme populaire créé par le passage de Belvèze à Québec et à Montréal ne manqua pas toutefois de susciter une certaine curiosité inquiète chez les Canadiens anglais. Des réceptions officielles avaient pourtant été prévues à Niagara Falls, à Kingston et à Toronto. C'est ici que les instructions données à M. Belvèze par le ministère de la Marine prenaient tout leur sens. On lui avait rappelé, en effet, dans ses instructions officielles :

...à cause de l'attachement profond que la population canadienne [française] paraît nous avoir gardé, il convient, vous le comprendrez sans peine, que vous conserviez une attitude pleine de réserve et que vous vous teniez en garde contre toute manifestation à laquelle les autorités britanniques ne devraient prendre aucune part. Votre mission est purement commerciale et il importe qu'elle ne reçoive pas une fausse interprétation⁷.

Soucieux de s'en tenir à cette prudente mise en garde, le commandant Belvèze se montra parfait diplomate dans une situation qui devenait de plus en plus délicate à mesure qu'il pénétrait en territoire anglophone. À Niagara Falls, ce fut pourtant une « tournée triomphale⁸ ». À Kingston, rapportera plus tard Belvèze lui-même « ...la réception a été, comme à Montréal, solennelle et cordiale⁹ ». Quant à Toronto, ce fut un succès inespéré. Voici ce qu'en dira lui-même Belvèze : « Celle [la réception] de Toronto l'a été davantage encore, et ce succès doit être noté, car c'est dans ces villes [il englobe ici tout le Haut-Canada] que se trouve l'esprit d'antagonisme le plus prononcé dans le sens anglais et protestant, et une sorte d'hostilité contre le Bas-Canada. On doutait à Québec que dans des manifestations populaires et officielles, le Haut-Canada se montrât sympathique à la France¹⁰. »

Après Toronto vint le tour d'Ottawa. Ici, il est curieux de constater, du moins à la lecture des documents disponibles, que le séjour de Belvèze à Ottawa semble avoir passé presque inaperçu, si l'on en croit du moins les quelques rares historiens qui se sont penchés sur la question. L'abbé Armand Yon dit tout simplement, pour sa part, que de Toronto : « On rentre à Montréal par Ottawa¹¹. » Si le commentaire est bref, il convient de rappeler que la ville d'Ottawa en 1855 n'était pas la capitale canadienne d'aujourd'hui. Elle n'était même pas encore la capitale du Canada-Uni : elle ne le deviendra qu'en 1857. En 1854 encore, ce n'était que Bytown. La population y atteignait à peine 10,000 âmes¹², dont une forte majorité était formée d'Irlandais protestants, émigrés de fraîche date. Et, si une certaine aristocratie anglophone s'était constituée dans la vallée de l'Outaouais, entre 1815 et 1825, grâce à quelques officiers retraités des armées de Wellington, dès 1826, comme le note un auteur : « ...with a heavy influx of migrants, many of them illiterate and semi-savage Irish labourers, the close-knit aristocracy was forced into a major adjustment¹³. » Ces immigrants avaient été attirés à Bytown par le colonel By qui en avait eu besoin pour creuser le fameux canal Rideau qui est resté attaché à son nom.

Qu'en était-il de Hull à la même époque ? La question vaut d'être posée, car il y a lieu de se demander pourquoi M. Belvèze se rendit à Ottawa et non à Hull. C'est que Hull était loin d'être alors la ville francophone à 98 p. 100 qu'elle est devenue aujourd'hui. À cette époque, Hull n'était qu'un canton sans organisation municipale, ni même de chapelle. En 1841, ce n'était encore qu'un simple poste pour les marchands de bois.

Du côté nord de l'Outaouais, si les Canadiens français avaient commencé à affluer vers les années 1850, les Irlandais y étaient toujours en majorité, à tel point qu'en 1851, par exemple, on ne dénombrerait que 244 Canadiens français dans tout le canton de Hull¹⁴. Quelle était l'influence de cette poignée de francophones en 1855 ? Nulle. En effet, le 1^{er} octobre 1855, année même de la visite de Belvèze, le conseil du canton de Hull votait sans opposition un règlement suivant lequel tout décret ou résolution adopté par le conseil devait être publié en anglais seulement¹⁵. Et même si, vers 1860, un village considérable commencerait à se former dans ce qui est devenu la ville de Hull¹⁶, la langue française n'y sera officiellement admise sur le même pied que l'anglais qu'après 1875 ; en 1873 encore, trois conseillers municipaux canadiens-français tentaient en vain d'introduire le français au conseil du canton¹⁷. Il suffit en outre de citer un passage d'un historien de la vallée de l'Outaouais pour se rendre compte à quel point les deux localités jumelles, Ottawa et Hull, étaient en 1855 le siège de luttes inconcevables entre anglophones protestants et francophones catholiques :

Les orangistes, dans le diocèse [d'Ottawa] mettaient le feu aux chapelles... [vers 1855]. Il fallut tout l'esprit de mansuétude et le prestige de notre saint évêque [M^{sr} Guigues] sur ses diocésains, pour leur arracher, plus d'une fois, les armes des mains et empêcher la guerre civile¹⁸.

On comprendra aisément que, dans ces conditions, M. Belvèze ne fût pas tellement tenté de visiter ce point névralgique du Canada-Uni. Cependant, à Ottawa, contrairement à Hull, il existait déjà un groupe in-

fluent de Canadiens français. Et ce sont eux qui prirent l'initiative de se rendre à Montréal pour inviter M. Belvèze à venir à Ottawa. Cette délégation était dirigée par le D^r Beaubien, alors président de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, fondé en 1852. Cette année-là, en effet, un certain W.F. Powell, qui avait organisé un cabinet de lecture à l'angle des rues Sparks et Elgin, avait demandé l'exclusion des Canadiens français de cet organisme culturel. Jean-Baptiste Turgeon, premier président de l'Institut Canadien-Français, et maire d'Ottawa en 1853, aurait répondu au dénommé Powell : « Nous sommes en état de faire mieux qu'un simple cabinet de lecture, nous allons fonder un institut qui durera plus longtemps que vous et moi¹⁹. » L'Institut Canadien-Français d'Ottawa était né, et il vit encore. Or, en 1855, le D^r Beaubien, deuxième président de l'Institut, décida de se rendre à Montréal, à la tête d'une délégation, pour inviter M. Belvèze à visiter Ottawa. Le geste était audacieux et risquait de provoquer des remous chez les anglophones. Comme l'expliquait un journaliste, un siècle plus tard : « La pensée qui a présidé à la fondation de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa en a été une de résistance française et catholique aux éléments hostiles dans lesquels vivaient alors les nôtres qui formaient un tiers de la population de Bytown²⁰. »

La réaction anglophone ne tarda pas, en effet, à se manifester. Dès qu'on apprit qu'une délégation dirigée par un francophone s'était rendue à Montréal pour inviter M. Belvèze à visiter Ottawa, le maire d'Ottawa, alarmé, convoqua une assemblée publique à l'hôtel de ville, le 3 août 1855, pour étudier les dispositions à prendre en vue de la réception de M. Belvèze. Présidée par le maire, l'assemblée dégénéra aussitôt en chahut, de sorte que le maire dut se retirer du fauteuil. Certaines personnes s'objectaient en effet à ce qu'une délégation privée prenne l'initiative de cette affaire. L'*Ottawa Tribune* du 10 août 1855 rapportait une semaine après : "Mr. Alderman Perkins made a fool of himself as usual. We suppose that, like the majority of his Yankee countrymen, the union of the Flags of England and France is poison to him and that, if he could, he would have prevented the reception of Mons. de Belvèze altogether. His Ward is rightly punished for having elected a man who is a bigot as well as a blockhead²¹."

Après restauration de l'ordre dans l'assemblée, on n'en adopta pas moins à l'unanimité une résolution invitant les citoyens d'Ottawa en général à accueillir M. Belvèze avec tous les honneurs dus au représentant du "puissant [sic] ally of our Most Gracious Sovereign²²". Bref, devant le fait accompli, les anglophones, comme toujours, firent contre mauvaise fortune bon cœur et s'inclinèrent.

Le vendredi suivant, 17 août 1855, un long éditorial paraissait dans le même journal à propos de la visite de M. Belvèze à Ottawa. L'éditorialiste, se plaçant à un niveau plus élevé que celui où s'était placée l'assemblée publique de la semaine précédente, voyait dans cette reprise de contact officiel entre le Canada et la France une extension des relations commerciales entre les deux pays, et cela au profit du Canada. Il ne voyait pas pourquoi les Canadiens devaient accorder la préférence aux manufacturiers anglais si les Français pouvaient leur vendre des produits analogues moins cher. Il allait même plus loin :

It may be alleged that England... gives an equivalent for these advantages in military protection, but the argument just now

is scarcely of much weight, as we have not only dispensed with her military establishments, but are sending troops to the Crimea to aid her in a quarrel which is of no earthly interest to us [le souligné est de nous]²³. »

On croirait lire ici un texte précurseur des thèses nationalistes d'Henri Bourassa. Disons qu'il s'agit très probablement de la réflexion d'un Irlandais assez indépendant d'esprit à l'égard de l'Angleterre. Le fait ne vaut pas moins d'être noté.

Dans la même page de ce même numéro de journal, paraissait une lettre au rédacteur, signée "Fair Play", qui mérite également d'être notée :

So much has been said about the preparatory steps which were taken to induce M. De Belveze [sic] to visit Ottawa, and as I have reason to suppose great misconception prevails upon the subject, ... I have taken the trouble to make myself acquainted with the facts connected therewith, and with your leave will briefly commit them to paper. It can, I think, be established that the address of invitation did emanate from the French Canadians ...

Time pressing, it was entrusted to the most energetic hands which could be commanded at a moment's notice, and it will scarcely be disputed but that the three gentlemen who waited upon the French commander, were persons holding a highly respectable position in this community. Their expenses, as I am informed, were entirely defrayed by themselves, and so far (as has been insinuated) from their feeding in Montreal at the expense of the Corporation, they experienced no civilities further than might be expected from the private friends they chanced to have therein. In no instance did they introduce themselves as envoys from the Corporation of Ottawa, — their credentials being simply the address, which those had signed it had placed in their hands. Now, for the life of me I cannot see how Mr. Friel and his associates [dont le D^r Beaubien] earned the torrent of abuse hurled at their heads at the public meeting called to organize Mons. De Belveze's reception. On the contrary I think that the brilliant success which attended the visit has proved that those to whom was entrusted the invitation ... acted well, from the inception of the design until its final completion, and deserve well of their fellow citizens²⁴.

Un anglophone au moins n'avait pas complètement perdu la tête dans cette affaire. D'ailleurs, le capitaine Belvèze fut chaleureusement accueilli à Ottawa, comme partout ailleurs où il était déjà passé au Canada, et il y fut l'objet d'une brillante réception²⁵. Que pensa lui-même M. Belvèze de sa visite à Ottawa ? Un passage du rapport qu'il fit au ministre de la Marine, dès son retour en France, nous le dit :

... J'ai été sollicité de visiter Bytown, actuellement centre d'un grand commerce de bois; grâce au chemin de fer, on allonge à peine le voyage de deux jours. La pompe et la solennité de la réception étaient si recherchées qu'elle eût été presque ridicule, si toute la population de la ville et du pays réunie et enthousiaste, n'eût donné à cet accueil la noblesse et la grandeur que les inventions municipales tendaient à lui enlever. En ne tenant compte que de l'intention il est difficile de rien voir de plus

The Ottawa Tribune.

Ottawa City: Friday Morning, August 8, 1855.

MONS DE BELVEZE, THE FRENCH ADMIRAL.—We see by the Montreal papers that this distinguished gentleman is creating quite a sensation amongst all classes in that city. The Corporation and the National Societies turned out in strength to welcome him, in fact, to use a Yankee expression, they seem to have quite a grand time of it. A deputation of gentlemen left this city on Tuesday last, composed of Dr. Bouchien, D. McLachlin, J. H. Friel, Esq., for the purpose of inviting M. De Belveze to pay this city a visit, and we understand that, in all probability, it will be accepted. If it should be so, we have no doubt but that all classes will unite in giving him a cordial welcome.

The Ottawa Tribune.

AUGUST 10, 1855

PUBLIC MEETING

Pursuant to a proclamation by the Mayor, a public meeting was held, in the City Hall, on Friday afternoon, to take into consideration the arrangements for the reception of Monsieur De Belveze. The Mayor took the chair, but, in consequence of a squabble, retired from it, and it was taken by F. O. Powell, Esq. The squabble arose in consequence of some parties objecting to the authority of the Deputation that went to Montreal to invite the French Commander. We regret that there should have been any dispute, as we really believe that all parties are anxious that Mons. De Belveze should visit this city. It seems to us a pity that such evident jealousies should be allowed continually to interfere with that common public action which is so desirable. Mr. Alderman Perkins made a fool of himself, as usual. We suppose that, like the majority of his Yankee countrymen, the union of the Flags of England and France is poison to him, and that, if he could, he would have prevented the reception of Mons. De Belveze altogether. His Ward is rightly punished for having elected a man who is a bigot as well as a blockhead.

Extraits du Ottawa Tribune
des 3, 10 et 17 août
1855
illustrant la visite
controversée
du
commandant Belveze
à Ottawa
à la mi-août 1855

Photos: Bibliothèque nationale
du Canada, Ottawa

The community is much indebted to Mr. Charles Laporte for his indefatigable endeavours to promote every improvement in the city; and, on this occasion we know that he has exerted himself to the utmost.

After order was restored, the following resolutions were passed:—

Moved, by H. J. Friel, Esq., Alderman, seconded by Agar Yielding, Esq., M. P. P.,

That this Meeting has learned, with pleasure, of the intended visit of Monsieur De Belveze, and hereby invite the co-operation of the citizens of this city generally in giving him such a reception as is due to the representative of the puissant ally of our Most Gracious Sovereign.

Carried, unanimously.

Moved, by Robert Lees, Esq., seconded by J. B. Lewis, Esq., Mayor of Ottawa,

That the following gentlemen do form a committee to draft an Address, and effect such other arrangements as may be necessary to carry out the purport of the foregoing resolution, viz:

His Worship, the Mayor; the Hon. Thomas McKay; the Hon. Hammett Pinhey; Agar Yielding, Esq., M. P. P.; William F. Powell, Esq., M. P. P.; George S. Lyon, Esq., M. P. P.; the City Clerk; Aldermen Forgie, Leamey, Smith, Friel and Sparks; Judge Armstrong; Col. Chayter; Sheriff Fraser; Doctors Hill, Van Cortlandt and Beaubien; A. Foster, R. Farley, Alexander Gibb, Robert Bell, Joseph Aumont, C. H. Carriere, L. T. Beaser, H. L. Labontaine, Joseph B. Turgeon, A. J. Russell, Daniel McLachlin, Francis C. Powell and Roderick Ross, Esquires, any five of whom to form a quorum.

Carried.

We hope that, in the arrangement, care will be taken that Mons. De Belveze returns to Montreal by the River route, and that, if possible, he will go as far as the Chats during his visit here.—*Monarchist.*

The Ottawa Tribune.

Ottawa City: Friday Morning, August 17, 1855

TOPICS OF THE DAY.—The visit of Commander DeBelveze to this city has inspired some of our quid nuncs with prophetic tongues to predict mighty events in the future as the issue of the gallant Captains pleasure trip. We are not disposed to underestimate the importance of Mons. DeBelveze's mission to the Seat of Government, as there is every reason to believe it is the prelude to an extension of our commercial relations. We have long felt that the jealousy of the British merchants has placed restrictions on the Canadian Timber Trade which should have been wholly removed. While the Corn Laws existed, and the products of Canada received a preference to those of foreign countries to the British market, the right of the British merchant to a monopoly of our trade might pass unquestioned. Once however the doctrine of free trade became established as the policy of the empire, the navigation laws should have been thoroughly swept away, differential duties should have been abolished, and the Colonies should enjoy the right to buy in the cheapest market and sell in the dearest, which the mother country declared to be the rule of her commerce. We are now evidently approaching a period when Canada will require firmly to assert her right to carry the principles of free trade to their legitimate issue. We see no reason why Canadians should pay a price to British merchants for goods fifteen or twenty per cent above that which French merchants will sell like goods for, or that the French people should be compelled to pay twenty-five per cent more than their value for our products to British merchants. A direct exchange of Timber for French manufactures would be equally profitable to France and Canada, and we only require to regulate our Tariff to open a large market for the consumption of our staple

products. It may strike the English merchant that our position as Colonists should induce us to give a preference to English manufactures, even at a sacrifice, but we submit that the principles adopted by the British Legislature fully justify us in refusing to be taxed for the benefit of English capitalists. We have borne the shock of commercial revolution manfully, when foreign wood was permitted to supplant that of the Colonies in the mother country, and we trust the cotton lords of England will profit by our example when we will deprive them of the unjust advantages they have long enjoyed. It may be alleged that England yet gives an equivalent for these advantages in military protection, but the argument just now is scarcely of much weight, as we have not only dispensed with her military establishment, but are sending troops to the Crimea to aid her in a quarrel which is of no earthly interest to us. That France should from her intimate relations with the British Government be able to effect the necessary changes to avail herself of the advantages of our trade is extremely probable. The Crimean campaign is a prelude to an European war, and the Baltic ports are likely to be shut up perhaps for years. A large portion of Europe would, in such a case, be dependant on us for wood, and on America for breadstuffs. In view of such a contingency it is well that the nature of our resources have been made manifest through means of the exhibition at Paris, so far as to awake the attention of the French Government, and it is better that circumstances are so favorable to a friendly release of our commerce from the restrictions which a nation of shopkeepers have imposed. It is to be hoped that our Legislature will lose no time in regulating our commercial relations in conformity with the maxims of free trade which the statesmen of Britain have assumed to be the dicta of wisdom, that we may buy in the cheapest market and sell in the dearest.

affectueux et de plus sympathique que la réception qui m'a été faite dans l'Ottawa [sic]²⁶.

Le capitaine Belvèze, qui convoitait (sans trop le dire) le premier poste de consul général à Québec, — poste qui sera effectivement créé en 1859, — avait peut être un peu doré la pilule dans son rapport officiel au ministère de la Marine. En réalité, il n'avait pas été sans inquiéter les autorités britanniques et cela jusqu'au niveau du Foreign Office, semble-t-il. En effet, si l'on en croit un journaliste devenu plus tard diplomate, et à qui une certaine franchise n'a pas nui, puisqu'à sa retraite en 1955 il était ambassadeur du Canada au Pérou, — M. Belvèze ne fut pas tout à fait *persona grata* auprès des autorités de Londres, pendant sa mission au Canada :

... Le service diplomatique anglais avait porté plainte au ministère des Affaires étrangères de France en déclarant que les discours que le brave marin avaient faits au Canada étaient plutôt subversifs, pour ne pas dire tendancieux.

Depuis cet incident, la règle de conduite de la diplomatie française au Canada semble avoir été évidemment inspirée par les remontrances du Foreign Office²⁷.

Ce journaliste cite ensuite un exemple assez cocasse des conséquences des « remontrances » de la diplomatie britannique auprès du Quai d'Orsay :

... Les représentants officiels de la France dans notre pays ont toujours agi avec beaucoup de précautions et de ménagements dans leurs rapports avec les Canadiens des deux langues... Quelques-uns même ont suivi trop à la lettre ces prescriptions... tel, raconte-t-on, celui qui avait des scrupules à saluer, à Montréal, la statue de Vauquelin, ... de peur de montrer son derrière à celle de l'amiral Nelson²⁸.

Il faut dire que M. Belvèze se rendait parfaitement compte de la difficulté particulière de sa mission au Canada. Dans une lettre à un ami, en date du 29 août 1855, il confiait en effet : « ... je reviens de ce pays où toujours les antagonismes se touchent, sans avoir indisposé personne, chose dont la difficulté était telle que nul n'en croyait la solution possible²⁹ ». Comme on vient de le voir plus haut, il avait effectivement « indisposé », — ou du moins dérangé, — certaines personnes. D'autre part, conscient du problème ethnique particulier qui se posait au Canada à l'époque, — et qui se pose encore aujourd'hui d'ailleurs, — M. Belvèze entrevoyait dans le rôle de la France au Canada un avenir prometteur, et l'histoire lui a donné raison sur ce point :

... S'il peut y avoir dans l'avenir un intérêt moral et politique à ne pas laisser s'anglifier [sic] complètement le Bas-Canada, qui est une des grandes portes du continent américain, l'établissement du consulat [qu'il convoitait pour lui] et de l'intercourse [sic] sont deux objets d'importance majeure et, si l'Amérique britannique devenait une fédération indépendante ou faisait la faute de s'annexer au grand corps hybride des États-Unis, la France aurait dans son représentant et dans les relations commerciales qu'elle se serait créées les moyens de ne pas laisser disparaître tout à fait sa nationalité... Au consulat général de

France [à Québec], on fera des affaires françaises, on y trouvera un salon français où le sentiment et le culte des arts, des lettres, de toutes ces belles et bonnes choses de l'esprit qui sont l'honneur de notre pays seront conservés et préservés de la contagion du matérialisme américain³⁰.

Sont-ce de tels propos « subversifs » qui inquiétèrent les orangistes d'Ottawa et les services secrets du Foreign Office ? Nous n'en savons rien. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que M. Belvèze réveilla le Canada français d'un torpeur séculaire. A tel point que Barrès pouvait plus tard affirmer que la poésie canadienne-française était née en 1855, alors que Crémazie et Fréchette y étaient allés chacun d'un poème de circonstance pour marquer la venue au Canada du représentant officiel de la France³¹.

Si le capitaine Belvèze n'est « pas mort d'indigestion », ni de « vanité » pendant son séjour au Canada, comme il l'avait craint, il semble que ses supérieurs hiérarchiques aient écarté mystérieusement sa candidature au poste de consul général à Québec. Doit-on voir ici l'hydre maléfique du Foreign Office ou l'anticléricalisme latent du gouvernement de Napoléon III (M. Belvèze était un catholique très pratiquant) ? Tout ce que nous savons, c'est que non seulement M. Belvèze ne fut pas consul général, mais qu'il n'obtint pas les étoiles de contre-amiral auxquelles il aspirait aussi. Il mourut, semble-t-il, dans un oubli total : aucune rue, ni à Québec ni à Montréal, — encore moins à Ottawa ou à Hull, — ne rappelle sa mémoire.

Le premier titulaire du consulat général de France à Québec, établi en 1859, fut le baron Gauldrée-Boilleau. Étrange ironie de l'histoire : en 1861, Maurice Sand, fils de l'illustre romancière, rendait visite au consul général de France à Québec³²; or, plus de vingt ans plus tôt, en 1838, M. Belvèze, alors simple capitaine de frégate, recevait à dîner à bord de son bateau, au large de Barcelone, nulle autre que George Sand, alors en route vers Majorque en compagnie de Chopin³³. Il la reçut, écrivait-elle plus tard, « avec l'hospitalité et la grâce qu'on ne connaît pas en Espagne³⁴ ». Si M. Belvèze était devenu consul général, que de choses aurait-il pu raconter à Maurice Sand au sujet de son illustre mère !

Que conclure de cette page oubliée de l'histoire du Canada ? En faisant quelques rapprochements assez faciles, on ne saurait guère s'écarter de la vérité en disant que chaque fois que la France et le Canada français esquissent le moindre geste pour se rapprocher, la méfiance, puis la hargne s'installent dans certains milieux anglophones, pour faire place enfin à la résignation. On s'y pose toujours la question classique : "What are they up to ?" La réponse est pourtant fort simple : tout ce que veulent les Canadiens français, c'est respirer comme les Canadiens anglais, même s'il ne s'agit pas tout à fait du même air. Dans le domaine culturel, c'est dire qu'il existe diverses sortes d'« oxygène ». Or, c'est cette sorte particulière d'oxygène de France qu'il faut au Canada français pour se ...tir vivre pleinement.

Rendons ici un hommage posthume à retardement au capitaine de vaisseau Paul-Henri Belvèze, pour avoir été le premier à apporter de France au Canada cet oxygène nouveau dont nous avons besoin depuis 1760, pour ne pas étouffer tout à fait.

Jacques Gouin

RÉFÉRENCES

1. Les documents de l'époque et la plupart des historiens semblent tous faire état de la particule nobiliaire dont se targuait, —à tort semble-t-il,— le capitaine Belvéze. Il faut rappeler qu'au milieu du XIXe siècle encore, et jusqu'en 1914 d'ailleurs, le moindre diplomate qui se respectait était au moins baron. En fait, le successeur de Belvéze, nommé consul-général à Québec, était effectivement baron. Rappelons aussi que le régime seigneurial ne fut aboli qu'en 1854 au Canada, de sorte que les noms à particule étaient encore très bien vus à l'époque. Sont-ce là les raisons pour lesquelles le capitaine Belvéze, —comme son contemporain Balzac,— ajoutait un "de" à son nom ? Nous l'ignorons. Le fait demeure que son nom était tout simplement et prosaïquement Paul-Henri Belvéze.
2. Voir notamment : Armand Yon, *L'Odyssée de la "Capricieuse" ou comment la France découvrit le Canada en 1855*, dans *Le Canada français*, vol. XXIII, n° 9, Québec, mai 1936, pp. 837-856; Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" dans les eaux du Saint-Laurent en 1855*, dans *Académie de Marine*, nouvelle série, 5^e année, n° 24, juin 1947, pp. 1-32; *Revue maritime*, juillet 1955, pp. 865-883; Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" au Canada*, dans *Revue de l'Université Laval*, vol. X, n° 5, janvier 1956, pp. 379-395 (article rédigé en juillet 1955); Armand Yon, *Les Canadiens français, jugés par les Français de France*, dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XVIII, n° 4, mars 1965, pp. 517-533; *Affaires extérieures*, vol. 7, n° 9, sept. 1955; *France et Canada*, catalogue de l'Exposition, avant-propos de Charles Braibant, Directeur des Archives de France, La Rochelle et Paris, 1955, 55 p.; *Correspondance de George Sand*, éd. Georges Lubin, Paris, Classiques Garnier, 1968, t. IV, *passim* et Index, pp. 890-891.
3. Émile Vaillancourt, *La France peut être heureuse sans Québec*, G. Ducharme, Montréal, 1938, pp. 7-8.
4. Jean Duhamel, Louis-Philippe et la première entente cordiale, Pierre Horay-Flore, Paris, 1951, 367 p.
5. Philippe-Aubert de Gaspé, *Mémoires*, Québec, N.-S. Hardy, 1885, p. 517. Cette anecdote, racontée par l'auteur des *Anciens canadiens*, lui-même neveu de M^{lle} de Lanau-dière, a souvent été rapportée avec diverses variantes par la suite.
6. *France et Canada*, note 2, citation en p. 6 d'un article de Robert de Roquebrune, paru dans la *Revue des Deux-Mondes*.
7. Instructions du ministre de la Marine, 28 avril 1855, cité par Henri Cangardel, dans *Voyage de la "Capricieuse" au Canada*, note 2, p. 381.
8. Armand Yon, *L'Odyssée de la "Capricieuse"* . . . , note 2, p. 852.
9. Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" au Canada*, note 2, p. 387.
10. *Ibid.*
11. Armand Yon, *L'Odyssée de la "Capricieuse"* . . . , note 2, p. 852.
12. Lucien Brault, *Ottawa Old and New*, Ottawa Historical Information Institute, Ottawa, 1946, p. 88.
13. Michael S. Cross, *The Age of Sensibility : The Formation of an Aristocracy in the Ottawa Valley*, dans *Rapport annuel de la Société historique du Canada*, juin 1967, p. 107.
14. Raoul Blanchard, *L'Ouest du Canada français*, t. II, Beauchemin, Montréal, 1954, citation p. 81.
15. Lucien Brault, *Hull 1800-1950*, Éd. de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1950, p. 42.
16. Alexis de Barbezieux, *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa*, t. I, p. 571, Cie d'Imprimerie d'Ottawa, Ottawa, 1897.
17. Lucien Brault, *Hull 1800-1950*, p. 42.
18. Barbezieux, *op. cit.*, p. 268.
19. *Ibid.*, p. 321 (citation de Benjamin Sulte).
20. *La Revue de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa*, sept. 1962, p. 15, citation de Camille l'Heureux par Léon-J. Raymond, greffier de la Chambre des communes.
21. *Ottawa Tribune*, 10 août 1855, p. 2, Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*, 17 août 1955.
24. *Ibid.*
25. Selon M. Lucien Brault, cette réception aurait eu lieu dans un immeuble de la promenade Sussex, qui fut par la suite détruit par un incendie (Conversation avec M. Brault, nov. 1968).
26. Cité dans Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" au Canada*, note 2, pp. 387-388.
27. Émile Vaillancourt, *La France peut être heureuse sans Québec*, note 3, pp. 7-8.
28. *Ibid.*, p. 8.
29. Cité dans Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" au Canada*, note 2, p. 393.
30. Cité dans Henri Cangardel, *Voyage de la "Capricieuse" dans les eaux du Saint-Laurent*, en 1855, note 2, p. 15.
31. Armand Yon, *Les Canadiens français jugés par les Français de France*, note 2, p. 521.
32. Armand Yon, *L'Odyssée de la "Capricieuse" au Canada*, note 2, p. 858.
33. George Sand, *Correspondance*, note 2, p. 566.
34. *Ibid.* p. 585.

Introduction bibliographique à
l'histoire de l'ouest du Québec

Certains membres de notre société nous ont demandé de leur fournir une bibliographie sommaire des sources publiées sur l'histoire de la vallée de l'Outaouais. Nous leur suggérons ici une liste des quelques ouvrages fondamentaux qu'il faut consulter avant de procéder à toute recherche sérieuse sur notre région :

- Barbezieux, Alexis de, *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa*, Cie d'Imprimerie d'Ottawa, Ottawa, 1897, vol. I : 609 p.; vol. II, 507 p. (Archevêché d'Ottawa, Bibliothèque municipale de Hull).
- Blanchard, Raoul, *L'Ouest du Canada français, les pays de l'Ottawa—l'Abitibi—Témiscamingue*, Institut Scientifique Franco-Canadien, Montréal, Beauchemin, 1954, 334 p. (Bibliothèque de la Société historique de l'ouest du Québec).
- Brault, Lucien, *Hull 1800-1950*, Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1950, 264 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Brault, Lucien, *Ottawa Old and New*, Ottawa Historical Information Institute, Ottawa, 1946, 349 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Buies, Arthur, *L'Outaouais supérieur*, C. Darveau, Québec, 1889, 309 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Champlain, Samuel de, *Les Voyages de Samuel Champlain, Saintongeois, Père du Canada*, Introduction, choix de textes et notes de Hubert Deschamps, *Collection Colonies et Empires*, Classiques de la colonisation, P.U.F., Paris, 1951, 368 p. (Bibliothèque de la Société historique de l'ouest du Québec).
- Chénier, Augustin, *Notes historiques sur le Témiscamingue*, Ville-Marie, s. éd. 1937, 137 p. (Bibliothèque de la Société historique de l'ouest du Québec).
- Cinq-Mars, E.-E., *Hull, son origine, ses progrès, son avenir*, Bérubé frères, Hull, 1908, 182 p. (Bibliothèque de la Société historique de l'ouest du Québec).
- Divers auteurs, *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. I : 1000-1700, Presses universitaires Laval, Québec, 1966, 774 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Divers auteurs, *Le Nord de l'Outaouais : manuel-répertoire d'histoire et de géographie régionales*, Publication de la Société historique du nord de l'Outaouais, Le Droit, Ottawa, 1938, 396 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Innis, Harold A., *The Fur Trade in Canada*, University of Toronto Press, Toronto, éd. révisée de 1956, 463 p. (Bibliothèque Carnegie, des Archives publiques du Canada, etc.)
- Legros, Hector et R.S. Paul-Émile, *Le Diocèse d'Ottawa*, Le Droit, Ottawa, 1949, 905 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- MacKay, Douglas, *The Honourable Company : A History of the Hudson's Bay Company*, McLelland and Stewart Ltd., Canadian Best Seller Library, Toronto et Montréal, éd. révisée de 1966, parue en livre de poche, 383 p. (En vente dans toute librairie d'Ottawa.)
- Rosignol, Léo, *Histoire documentaire de Hull (1792-1900)*, thèse manuscrite dactylographiée de Ph. D., Université d'Ottawa, Ottawa, 1941, 310 p. (Peut se consulter sur place à la Bibliothèque de la Faculté des Arts de l'Université d'Ottawa).
- Taché, Joseph-Charles, *Forestiers et Voyageurs*, collection du Nénuphar, Fides, Montréal et Paris, 1946, 191 p. (Bibliothèque municipale de Hull).
- Thwaites, R.-G., *The Jesuit Relations and Allied Documents*, Pageant Book Company, New York, éd. photocopiée en 1959 de l'éd. originale de 1899, les 73 volumes de celle-ci étant fusionnés en 36 volumes. (Salle de référence de la Bibliothèque municipale de Hull).
- Trudel, Marcel, *Histoire de la Nouvelle-France : le comptoir (1604-1627)*, vol. II, Fides, Montréal et Paris, 1966, 554 p. (Bibliothèque municipale de Hull).

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

Ambitieux projet pour 1969

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, qui groupe une cinquantaine de sociétés historiques régionales disséminées à travers tout le Québec, et même à travers toute l'Amérique, puisqu'elle englobe des organismes des autres provinces et des États-Unis, lancera en 1969 une grande revue mensuelle illustrée et entièrement consacrée à l'histoire de l'Amérique francophone. Il existe déjà, bien sûr, de grandes revues scientifiques consacrées à l'histoire du Canada et des États-Unis, que tout amateur d'histoire se doit de connaître et de consulter. Signalons notamment : la **Revue d'histoire de l'Amérique française**, fondée par le chanoine Groulx en 1947, et à laquelle on peut s'abonner en s'adressant à l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 261, avenue Bloomfield, Outremont (8) (Québec); le **Bulletin des recherches historiques**, fondé en 1897 par Pierre-Georges Roy, et auquel on peut s'abonner en s'adressant à Antoine Roy, à Québec; les **Cahiers des Dix**, fondés en 1936 par un groupe de dix historiens amateurs, dont Gérard Malchelosse qui continue d'en assurer la publication avec un zèle infatigable, et auxquels on peut s'abonner en s'adressant à ce dernier, à la Bibliothèque de l'université Laval; la **Canadian Historical Review**, organe semi-officiel et bilingue de la Société historique du Canada, à laquelle on peut s'abonner en s'adressant aux Archives publiques du Canada, rue Wellington, à Ottawa; les **Cahiers de l'Institut d'histoire de Laval et de l'Institut d'histoire de Montréal**, auxquels on peut s'abonner en s'adressant aux deux universités en cause; la récente revue bilingue d'**Histoire sociale**, publiée conjointement par les universités d'Ottawa et Carleton; la **Revue historique de France**, qui fait la place de plus en plus large à l'histoire de l'Amérique francophone, la **American Historical Review**, savante revue des États-Unis consacrée à l'histoire générale; et enfin le **Journal of American History**, consacré à l'histoire des États-Unis et du Canada, qui vient de publier un répertoire de toutes les sociétés historiques régionales et locales des États-Unis et du Canada. Il s'agit là de périodiques savants qui s'adressent surtout à des historiens de profession, mais aussi à tout amateur éclairé.

D'autre part, il a semblé à la Fédération des sociétés d'histoire du Québec qu'il y avait place dans notre milieu pour une revue illustrée de caractère plus populaire, genre **Historia** ou **Miroir de l'histoire** (deux mensuels français très lus chez nous), qui pourrait éveiller les couches profondes de notre population à son patrimoine historique encore à peine exploité, et qui lui est méconnu, pour ne pas dire le plus souvent totalement inconnu.

La maison d'édition Beauchemin, de Montréal, a bien voulu endosser la responsabilité administrative et financière de cette nouvelle revue (dont le titre reste à déterminer), à la seule condition qu'on puisse lui assurer 6,000 abonnements souscrits à l'avance. La Fédération des sociétés d'histoire du Québec a donc lancé une vaste campagne d'abonnements à travers tout le Québec, par l'entremise des diverses sociétés historiques qui lui sont fédérées (dont la nôtre), ainsi que par celle des diverses régionales Saint-Jean-Baptiste.

Jusqu'ici, les résultats sont fort encourageants. Mais un effort soutenu reste à déployer dans l'ouest du Québec, c'est-à-dire à partir du comté d'Argenteuil jusqu'au comté de Témiscamingue, territoire qu'englobe la Société historique de l'ouest du Québec. Nous exhortons donc tous ceux qui, dans cette vaste région du Québec, auraient à coeur la réussite de ce projet de bien vouloir communiquer sans délai avec Jacques Gouin, vice-président de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 59, rue Pharand, Hull (Québec), tél.: domicile : 771-2987, bureau : 992-4016.

La Direction

Histoire et documents

Importance de la conservation des vieux papiers

Les Archives du Québec lançaient récemment, par la voix des journaux, un vibrant appel à la population, afin de la sensibiliser à l'importance capitale pour l'histoire de conserver tous les vieux documents, qu'ils soient d'intérêt public ou privé.

C'est devenu un lieu commun de dire, depuis Fustel de Coulanges, que l'histoire se fait avec des documents et rien d'autre, le mot « document » étant ici entendu au sens le plus large, c'est-à-dire embrassant : traditions et souvenirs familiaux soigneusement vérifiés et annotés, vestiges architecturaux ou archéologiques, manuscrits de toutes sortes, correspondances publiques, commerciales ou privées, papiers de famille, photos, films, rubans magnétiques, journaux, pierres tombales, monuments commémoratifs, etc. Or, si les Archives du Québec ont cru urgent de lancer un cri d'alarme à ce propos, c'est qu'une dilapidation inouïe se manifeste de façon inquiétante chez nous depuis des années. Le plus souvent, nous allons enrichir les musées, les antiquaires, les archivistes, les bibliophiles et les historiens étrangers, sans nous en rendre compte, en liquidant pour à peu près rien de vieilles maisons, de vieux meubles, livres, manuscrits et autres papiers qui pourraient être extrêmement précieux pour nos historiens.

L'avertissement solennel des Archives du Québec vient donc à son heure, et il est vivement à souhaiter que tous les citoyens du Québec l'entendent. Pour sa part, la Société historique de l'ouest du Québec, qui cherche depuis ses débuts à constituer un musée et un dépôt d'archives, souscrit avec empressement à l'appel des Archives du Québec et invite ardemment tous ceux qui, dans notre région, auraient de vieux objets, manuscrits, livres, photos, etc. dont ils voudraient se défaire, à bien vouloir nous les confier pour conservation plutôt que les livrer inconsidérément au premier étranger venu ou tout simplement... au feu !

La Société historique de l'ouest du Québec se fera toujours un devoir et un plaisir d'étudier sur place tous objets ou documents qui pourraient présenter quelque intérêt historique pour notre région. Il suffit pour cela de communiquer par écrit ou par téléphone avec nous.

La Direction

Serait-ce le signe des temps ?

Un important colloque sur la politique extérieure du Canada vient d'avoir lieu à Hull. C'est vraiment du nouveau, compte tenu de la participation du ministre fédéral chargé de nos rapports avec l'étranger.

Le maire de la métropole de l'ouest du Québec, comme celui d'Ottawa, serait désigné à d'importantes fonctions au sein de la C.C.N. ou de l'organisme qui remplacerait celle-ci.

Notes, nouvelles et projets

La Société historique de l'ouest du Québec tient à exprimer sa vive reconnaissance au Conseil municipal de Hull, qui a bien voulu lui accorder une subvention lui permettant de publier le présent cahier.

Dans une lettre de remerciements qu'il a adressée aux autorités de la ville, le président de la société, qui est aussi le directeur de la revue **Asticou**, a manifesté la volonté des membres de ne pas décevoir ceux qui leur font confiance. « Nous suivrons avec intérêt, dit-il, l'aménagement de la région et nous prêcherons la fierté, la prévoyance, la fermeté, le courage et la confiance, car nous avons foi en l'avenir de l'ouest du Québec et nous croyons que Hull (Plaise au Ciel que ce soit un jour **La Vérendrye**!) détient la clé de l'avenir face aux transformations dont nous serons témoins d'ici 5 ans. »

La Société se propose de publier, au milieu de la présente année si ses fonds le lui permettent, un numéro spécial sur Joseph Montferrand, personnage historique renommé pour sa force physique et son caractère viril. Ce cahier reproduira une photo et une lettre autographe que le rédacteur en chef a obtenus du Château de Ramezay et des Archives du Québec respectivement.

Au cours d'un congrès qui a eu lieu à Saint-Jérôme, M. Jacques Gouin, vice-président de la SHOQ, a été élu vice-président de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec. C'est un honneur bien mérité. Les congressistes ont donné leur entier appui au projet de fondation d'une revue historique illustrée. Ce projet mérite la faveur des historiens et de tous les amateurs d'histoire.

Parmi les nouveaux membres de son conseil de 1969, notre société est heureuse d'accueillir M. le notaire et M^{me} René Ménard, qui feront respectivement fonction de trésorier et de secrétaire, ainsi que MM. Guillaume Dunn, Ludger Lemieux et Jacques Paris, conseillers. Quant à M^{me} Rita Laplaine et à M^{lle} Lucie Béliveau, la première a occupé le poste de trésorière depuis la fondation, et l'on sait quel travail cette fonction représente, la seconde a été une animatrice assidue et dévouée. Toutes deux ont été réélues à titres de conseillères.

Le président tient à remercier tout particulièrement M. Jacques Gouin qui, en qualité de rédacteur en chef des cahiers **Asticou**, a accompli la plus grande part du travail de recherche et de rédaction qu'exige cette revue.

Témoignages sur le premier cahier « Asticou »

Le maire D'Amour — « En mon nom et au nom de mes collègues du Conseil municipal, je tiens à vous féliciter très chaleureusement ainsi que tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce cahier. »

Guy Frégault — « J'ai lu avec beaucoup de plaisir votre étude sur Antonio Pelletier... »

Marcel Trudel — « Merci de votre cahier n° 1 et bon courage pour la suite. »

Jean Ménard — « Hull est parmi les villes les plus importantes du Québec. Qu'on lui trouve enfin un nom qui sonne français. Ce n'est pas du chauvinisme, c'est le simple bon sens ! »

Jean-Pierre Wallot — « J'ai toujours cru que ce que l'on se plaît à appeler la « grande histoire » commence d'abord par l'histoire locale. »

Le Droit du 26/7/1968 — Une nouvelle revue ! ASTICOU — « La Société historique de l'ouest du Québec vient de publier le premier cahier d'une série qui promet d'être très précieuse. Cette revue porte le nom d'**Asticou** qui a été donné par les Indiens du temps de Champlain au lieu qui marque l'emplacement de la ville de Hull. Ce premier fascicule est consacré au docteur Antonio Pelletier qui fut poète à ses heures et fit partie de l'École littéraire de Montréal. Cette petite biographie évoque en même temps la vie littéraire de la région d'Ottawa-Hull de 1910 à 1917. Une telle initiative de la Société historique de l'ouest du Québec témoigne du dévouement et du talent de ses animateurs, MM. Augustin Potvin, président, et Jacques Gouin, le distingué et infatigable historien de notre région. Nous souhaitons longue vie à cette revue qui illustre le passé de notre pittoresque coin de terre. »

Bulletin du Conseil économique de l'Outaouais, juillet-août 1968 — « Nos lecteurs prendront plaisir et intérêt à lire le premier Cahier que vient de publier la Société historique de l'ouest du Québec, sous le nom fort approprié de **ASTICOU**... »

« **ASTICOU**, qui veut dire « chaudière », décrivait spécifiquement le profond bassin creusé à même le roc par le mouvement impétueux des eaux et le bouillonnement qui en résultait.

« Longue vie à **ASTICOU** et félicitations à son administrateur, M. Augustin Potvin, et à son rédacteur en chef, M. Jacques Gouin. »

Société historique de l'ouest du Québec

BUTS :

- a) étudier et faire connaître l'histoire de l'ouest du Québec;
- b) recueillir, classer et conserver tous ouvrages, documents et objets se rattachant à l'histoire de la région;
- c) exercer, dans les limites de ses capacités, des pressions auprès des municipalités de l'ouest du Québec en vue de l'érection de plaques ou monuments commémoratifs, et de l'aménagement de musées d'intérêt historique régional;
- d) publier sous forme de bulletin le résultat de ses travaux et ainsi stimuler la recherche et l'intérêt public à l'égard de l'histoire régionale;
- e) collaborer avec les municipalités de l'ouest du Québec dans le domaine toponymique et touristique.

SPHÈRE D'ACTION :

La Société historique de l'ouest du Québec exerce son activité surtout dans les sept comtés suivants du Québec : Témiscamingue, Pontiac, Hull, Gatineau, Labelle, Papineau et Argenteuil. Toutefois, rien ne l'empêche de s'intéresser à l'ensemble du territoire québécois et canadien.

SIÈGE SOCIAL :

Hull, métropole de l'ouest du Québec.

Avis de cotisation

Nota : La cotisation comprend l'abonnement à **Asticou**

1.—Membre ordinaire	\$5.00
2.—Membre nouveau	\$5.00
3.—Membre de soutien	\$10.00 et plus
4.—Membre bienfaiteur	\$25.00 et plus
5.—Membre à vie	\$75.00 et plus

Veillez adresser votre chèque ou mandat de poste, accompagné du coupon détachable ci-dessous, à :

Maître René-L. Ménard, notaire
Trésorier
Société historique de l'ouest du Québec
86, rue Notre-Dame
Hull (Québec)

S.H.O.Q.

Nom

Adresse

Tél. : Domicile

Bureau

Occupation

Cotisation : 1) Membre ordinaire 2) Membre nouveau

3) Membre de soutien 4) Membre bienfaiteur

5) Membre à vie